



Réseaux de soins : les candidats à la présidentielle prennent position

La plateforme [Carte Blanche Partenaires](#) a questionné six candidats sur leur programme santé, notamment en ce qui concerne la limitation du reste à charge et de l'accès aux soins. Si certains présidentiables soutiennent sans réserve le principe des réseaux de soins, d'autres le rejettent radicalement ou sont plus nuancés. Ci-dessous, leurs réponses à [Carte Blanche](#) sur le sujet.

Nicolas Dupont-Aignan : « Les réseaux de soins me paraissent une belle initiative et je souscris pleinement à leur objectif d'orienter les Français vers les meilleurs soins. »

François Fillon : « J'étudierai les solutions qui permettent de faire baisser les prix et donc de diminuer le reste à charge pour les Français. Les réseaux de soins, sous certaines conditions, peuvent être une solution. »

Benoît Hamon : « Les accords que vous ([Carte Blanche](#), ndlr) passez avec les professionnels de santé sont un bel exemple d'un partenariat gagnant-gagnant pour augmenter l'accès aux soins et faire baisser la facture pour l'assuré. »

Le candidat de gauche veut engager une politique de réduction des prix en optique, dentaire et audio sur le modèle des mesures de sa Loi Consommation.

Marine Le Pen : « Je suis opposée aux réseaux de soins car je n'accepte pas que les complémentaires s'immiscent à un tel niveau dans l'organisation du système de santé. »

Emmanuel Macron : « Nous ne reviendrons pas sur les réseaux ouverts à l'image de ceux que vous ([Carte Blanche](#), ndlr) avez développés. Nous n'autoriserons cependant pas les réseaux fermés (autorisés seulement pour les opticiens, ndlr) et préserverons le libre choix des patients. »

Jean-Luc Mélenchon rejette quant à lui toute forme de réseaux de soins, « incompatibles avec sa volonté d'une disparition des complémentaires santé et d'un remboursement des soins à 100% par l'Assurance maladie », souligne [Carte Blanche](#).